

**Etablissement Public Territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT
DU 9 NOVEMBRE 2016

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE NEUF NOVEMBRE
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°59 – PETITE ENFANCE – ACCEPTATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ENTRE L'ETABLISSEMENT
PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL ET LA SAS CRECHES DE FRANCE REPRESENTEE PAR MONSIEUR BRUNO
BORDESSOUL POUR LES LOCAUX SIS 4/5 ALLEE GABRIEL PERI A DRANCY**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,
Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour décider de la conclusion ou de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,
Vu la décision du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Aéroport du Bourget relative à la réservation des places multi-accueil dans une structure d'accueil collectif de la petite enfance. Procédure adaptée passée en application de l'article 30 du code des marchés publics, en date du 12 août 2015,
Vu la proposition de convention d'occupation précaire acceptée par la SAS Crèches de France représentée par Monsieur Bruno Bordessoul,
Vu le budget de l'Etablissement Public Paris Terres d'Envol,

Considérant que l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol loue à l'OPH de Drancy, les locaux situés au 4/5 allée Gabriel Péri à Drancy dans le cadre du marché de réservation de places multi-accueil dans une structure d'accueil collectif de la petite enfance,
Considérant que la SAS Crèches de France représentée par Monsieur Bruno Bordessoul a sollicité la sous-location de ces locaux pour y exercer l'usage exclusif de structure d'accueil de la Petite Enfance,
Considérant les travaux de remise en état des locaux par son occupant,

DÉCIDE

- Article 1** **D'accepter et signer** la convention d'occupation précaire des locaux sis 4/5 allée Gabriel Péri, Bâtiment D à Drancy d'une surface totale d'exploitation indivisible de 538,75m² avec la SAS Crèches de France représentée par Monsieur Bruno Bordessoul à effet du 21 septembre 2016 jusqu'au 31 décembre 2019.
- Article 2** **De dire** que le loyer annuel d'un montant net de 80.000 € hors charges (quatre-vingt mille euros) sera payable trimestriellement à terme échu.
- Article 3** **De dire** qu'en compensation des travaux de remise en état des locaux, une gratuité des loyers est accordée du 21 septembre 2016 au 31 décembre 2016.
- Article 4** **De dire** qu'un dépôt de garantie d'un montant de 13.333,33 euros (treize mille trois cent trente-trois euros et trente-trois centimes d'euros) sera versé.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20161109-59-9-11-2016-AU
Date de télétransmission : 16/11/2016
Date de réception préfecture : 16/11/2016


Article 5 De dire que la recette résultant de cette décision sera imputée au budget général de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Article 6 Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis,
- SAS Crèches de France.

Article 7 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire.

Pour extrait conforme

 Le Président
Bruno BESCHIZZA

